Arche de Zoé: Et pourquoi la France ne paierait-elle pas?

Soumis par Claire MALBOS
09-04-2008
Dernière mise à jour : 09-04-2008

Et pourquoi la France ne paierait-elle pas ?

Je lis aujourd'hui avec 3 jours de retard le Libé du 4 avril.

Page 5, « le Contrejournal », la respiration quotidienne de beaucoup.

Ce vendredi donc, discussions larges autour des dommages et intérêts dus par l'Arche de Zoé aux familles des enfants.

Une seule voix portée par toutes les plumes : pas question que le gouvernement français, que le contribuable, donc, paie pour les « zozos délinquants ».

Je suis d'accord avec ces termes qualifiant les membres de l'Arche de Zoé.

J'ai en mon temps écrit à leur propos tout le mal que je pensais de leur expédition, quelques lignes de mon billet sont parvenues dans les colonnes du Contrejournal.

Mais allons plus loin, dans le même journal Libé, du même jour : page 13, petit entrefilet au milieu des infos » France », je vous le copie en entier, c'est indispensable à mon propos : « Les procédures en France pour récupérer les 6,3 millions de dommages- intérêts dus par les six français de l'Arche de Zoé doivent être menées par les familles françaises lésées, a indiqué hier le porte parole de la chancellerie, Guillaume Didier, qui a ajouté que cette affaire implique « des intérêts privés (et) cela ne concerne pas les gouvernements ». François Fillon avait formellement exclu mardi que le France paie ces dommages-intérêts. »

Dont acte : exit les dommages et intérêts dus aux familles.

Ces sommes passeront par les profits et pertes de l'indifférence générale au sort des plus démunis.

Qui peut en effet oser imaginer que ces familles pourront assumer les frais et les réalités des procédures nécessaires au recouvrement des sommes qui leurs sont dues ?

Des parents auxquels on a donné les moyens de faire le trajet pour venir chercher leur enfant, que l'on a gardés sur place des mois avant de leur reconnaître le droit de les emmener, et que l'on n'a finalement pas toujours financés pour pouvoir refaire le chemin en sens inverse, pour retourner chez eux ?

Ils devraient venir en France ou s'adjointre les services d'avocats efficaces ? On plaisante ?!

Ce serait risible, si ce n'était épouvantablement choquant.

D'une part, tout ce qui concerne les marchandages entre nos deux gouvernements a été déjà réglé, les affaires sont faites, on ne connaîtra jamais le prix exact de l'ignominie, mais dirons-nous : ceci n'est clairement même pas une info.

D'autre part, il semble que cela ne devrait pas être une info non plus, pour qui a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre : il n'a jamais été question dans cette histoire de l'intérêt des enfants et de leurs familles.

Cet aspect là n'est même pas secondaire, il est inexistant.

Qui en parle ? Alors, de grâce, réfléchissons.

Si nous condamnons sévèrement ces rapt et leurs auteurs, et désirons dénoncer ce mépris envers l'Afrique, ses enfants, les droits souverains de ses états, etc…

Si nous sommes choqués de cette libération qui annule toute faute pour des criminels avérés.

Si nous désirons, un tant soi peu, que « justice soit faite ».

Alors : quels sont les premiers et les plus fortement abusés ?

Les membres de l'Arche de Zoé ? Non.

Les familles d'accueil en France ? Non.

Les enfants qui ont été enlevés et leurs familles ? Oui.

Ce sont eux les victimes.

Voilà une « partie civile », qui a été « entendue » vite fait au Tchad pour mieux régler les choses entre copains, j'ai nommé nos deux chefs d'état, selon leurs intérêts bien compris et uniquement selon leurs intérêts propres.

Ces tractations comprenaient entre autre le retour rapide et la grâce vite accordée.

Croyez bien que toutes les compensations financières, politiques, et autres, programmées entre grands garçons qui s'entendent, seront respectées à leur rythme, et à la lettre.

Les enfants et leurs familles, eux, auront vu leurs kidnappeurs graciés, libérés, puis bientôt, comptez-y, exonérés de leur dette, ou bien, jamais poursuivis, puisque l'on apprend qu'il s'agit « d'intérêts privés ». Evènement bientôt oublié.

Rien ne se sera passé.

La seule instance qui puisse obliger les membres de l'Arche de Zoé à payer leur dû légal, à exécuter au moins cette partie là de leur peine, est le gouvernement français.

Le gouvernement français, je vous le rappelle, décide l'exécution des expulsions locatives lorsqu'un propriétaire a obtenu justice envers un locataire mauvais payeur.

Donc, je suppose que le gouvernement français, dans un souci de voir respectées la morale, l'éthique, -dont le président ne cesse de nous rebattre les oreilles en prétendant le nouveau porte-drapeau-, et la loi, a le devoir de faire respecter cette décision de justice tchadienne, qui semble rester comme la seule réparation possible, la seule excuse qui nous reste à offrir à présent, à ces familles bafouées dans tous leurs droits.

Je veux bien que l'argent de mes impôts aille payer les sommes dues aux familles Tchadiennes.

Je veux bien que mon argent privé aille payer les avocats qui voudront bien se dévouer à la défense des familles pour les faire rentrer dans leurs droits.

Je désire que le gouvernement français paye la note privée.

Il a déjà largement payé les autres, et nous payons tous, tous les jours pour les frais de garde robe de celle-ci ou de voyage de celui-là.

Alors, un peu de cohérence, où serait le scandale ?

Nous avons déjà payé les avions qui les ramenaient du Tchad, et bien d'autres choses encore.

Ne faisons pas les innocents.

Que la France paye, et se retourne ensuite avec tous les moyens qu'elle a à sa disposition contre les vrais débiteurs, en prenant par exemple une certaine somme mensuelle en saisie arrêt sur leurs salaires, tout le temps que cela devra prendre pour rembourser leur dette, même si cela dure toute leur vie.

On fait cela tous les jours pour ceux qui n'ont pas réglé leur redevance télé, ou autre. Ce cas-là serait moins grave qu'une redevance ?

Ils ont une dette, par condamnation de justice : cela les engage.

Le président français, en tant que personne privée autant que chef d'état, est engagé lui aussi, par les mots qu'il a prononcés : « J'irais les chercher, quoi ils aient fait ».

Ce « quoi ils aient fait » décliné ensuite sur le thème « tout le monde fait des bêtises, l'état français est un peu le parent de ses citoyens quand ils font des bêtises ailleurs », engage à prendre toutes ses responsabilités dans cette affaire, de A jusqu'à Z, dont celle d'assumer le paiement de la dette civile, ayant permis à ces condamnés d'échapper à leur peine pénale.

En aucun cas on ne peut imaginer que Mr. Sarkozy pourrait se dédouaner de cette entière responsabilité qu'il a prise à l'instant où il prononçait cette phrase.

On ne peut pas avoir le beurre, et l'argent du beurre, n'est-ce pas ?

Il faut donc trouver la façon adéquate de faire respecter aux membres de l'Arche de Zoé cette dette qui est le seul moyen peut-être qu'ils auront jamais de ne pas oublier ce qu'ils ont fait, la folie destructrice de leur action. Ne pas oublier, réfléchir peut-être, comprendre un jour leur erreur, je l'espère.

Je dis à mon gouvernement : allez-y, payez.

Pour une fois, que notre argent serve à réparer une faute grave.

Mon argent a servi à beaucoup de choses ignobles depuis longtemps.

Alors, allez-y, prenez le, et faites vos excuses officiellement à ces familles, au nom de l'état français solidaire de « tous ceux qui souffrent », au nom de la légitime réparation de leur dignité que peuvent espérer ces familles.

Remettez leur argent en mains propres, là où ils habitent, ne le donnez pas à leur chef d'état.

Assurez-vous qu'ils seront les bénéficiaires de leur dû.

Faites une belle cérémonie.

Qui plus est, cela redorera votre blason, n'est-ce pas ?

Et puis, prenez les mesures qui s'imposent pour vous faire rembourser cette somme par les condamnés, vous en avez tous les moyens.

Voilà, la ménagère de 50 ans réfléchit, et elle aimerait que les ours restent attentifs à ne pas crier tous toujours dans le même sens, même avec raison. Il faut toujours aller plus loin.

Claire Malbos

Paris, le 7 avril 2008